

ÉPIDÉMIE DE COVID-19



Dans la Basilique Saint-Paul-hors-les-Murs, à Rome. Photo A. S./AFP

ITALIE

Les frontières rouvrent aux touristes le 3 juin

Le gouvernement italien va rouvrir à partir du 3 juin ses frontières aux touristes de l'Union européenne et annuler la quarantaine obligatoire pour les visiteurs étrangers dans la péninsule. Ces mesures, qui visent à relancer le secteur clé du tourisme, pourraient toutefois évoluer en fonction d'un éventuel « risque épidémiologique ». À partir du 3 juin, il sera également possible pour les Italiens de voyager librement dans tout le pays, sans aucune limitation, sauf en cas de résurgence de l'épidémie de Covid-19 qui a fait près de 32 000 morts.

SUISSE

Suisse : une réouverture qui laisse sur sa faim

Depuis lundi 11 mai, en Suisse, les restaurants et les bars ont la possibilité d'accueillir à nouveau leurs clients. Mais entre les mesures de protection sanitaire, la réduction forcée des capacités d'accueil et l'appréhension des consommateurs, la reprise de l'activité est très loin d'être idéale. « Le masque, c'est chiant, il faut bien l'admettre, mais on chope vite les habitudes », avoue par exemple Renaud Meichtry, patrons de la Brasserie de Montbenon, située sur les hauteurs de Lausanne. Les 180 places en salle ont été réduites de moitié pour espacer les tables de deux mètres. Les employés ont aussi été divisés par deux... en attendant des jours meilleurs.

ROYAUME-UNI

Les Anglais profitent aussi du déconfinement

Comme les Français, les Anglais profitaient samedi de leur premier week-end en extérieur depuis que l'allègement du confinement. Mais certaines zones touristiques s'inquiètent d'un afflux trop important de visiteurs, encouragés par le beau temps, qui compromettrait le respect des consignes sanitaires. Près de 15 millions de voitures étaient attendues ce week-end sur les routes d'Angleterre, alors que le Royaume-Uni est le deuxième pays le plus touché par la pandémie de Covid-19 au monde.



Bain de soleil à Brighton, dans le sud du pays. Photo Glyn KIRK/AFP

PROCHE-ORIENT Géopolitique

Gilles Kepel : « Donald Trump veut renforcer Israël »

Le nouveau gouvernement israélien de Benjamin Netanyahu doit prêter serment ce dimanche. Entretien sur la situation au Proche-Orient avec le politologue Gilles Kepel, auteur de *Sortir du chaos* (Éd. Gallimard).

Le nouveau gouvernement de Benjamin Netanyahu doit prêter serment ce dimanche. Avec quelles conséquences pour la région ?

« La question est de savoir si "Bibi" Netanyahu va se livrer à une sorte de fuite en avant dans la stratégie d'annexion de parties entières de Cisjordanie, stratégie qui bénéficie de l'aval d'une partie de l'établissement politique américain autour de Trump. Il pense aussi pouvoir le faire car le monde arabe et musulman est plus divisé que jamais et Israël a réussi à établir des relations de proximité aussi bien avec l'Arabie saoudite qu'avec le Qatar et les Émirats. Mais cette annexion sera tout de même dure à accepter pour ces régimes arabes. Et elle va transformer en citoyens israéliens des Palestiniens : cela devrait renforcer le bloc des partis arabes à la Knesset, qui deviendraient des faiseurs de roi dans le système proportionnel israélien. »

Israël peut ne pas donner la citoyenneté aux habitants des territoires annexés...

« Cela sera juridiquement impossible. Les Arabes de nationalité israélienne ont des difficultés dans l'accès à la terre, par exemple, mais ils ont la citoyenneté. Ils ont investi dans certaines professions comme la médecine : ce sont souvent des médecins ara-



Le chef de la diplomatie américaine Mike Pompeo et le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, en octobre dernier.

Photos Sébastien SCHEINER/AFP

bes qui se sont retrouvés en héros de la lutte contre le coronavirus. »

Vous l'avez dit, les États-Unis soutiennent l'annexion, et le chef de la diplomatie américaine Mike Pompeo l'a réaffirmé mercredi à Jérusalem...

« Donald Trump a beaucoup soutenu Netanyahu pour des raisons à la fois intérieures et extérieures. D'un côté, l'électorat juif américain reste majoritairement démocrate, il y a donc là des « parts de marché » électorales à gagner pour l'élection présidentielle américaine du mois de novembre. De l'autre, renforcer Israël convient à sa volonté stratégique de ne plus être présent militairement sur le terrain. »

Quel rôle joue le pétrole dans cette stratégie ?

« Avant la crise du coronavirus, les États-Unis étaient devenus le premier producteur mondial, ce

qui avait permis leur retrait de la région. Mais la chute des prix, et la faillite des producteurs américains de pétrole de schiste, vont refaire des États-Unis un importateur net de pétrole en 2020. Ils sont donc dans la nécessité de renforcer leur allié israélien – et de liquider l'Iran. »

Mike Pompeo a d'ailleurs violemment attaqué l'Iran à Jérusalem...

« Détruire le pouvoir iranien reste un objectif de Trump, d'autant qu'il pense que cela aurait un impact au-delà de son électorat habituel : il avait menacé l'Iran de 52 frappes, c'est-à-dire le nombre d'otages américains sous Jimmy Carter (de novembre 1979 à janvier 1981, cinquante-deux diplomates et civils américains sont retenus en otage par des étudiants iraniens dans l'ambassade des États-Unis à Téhéran, Ndlr.), manière de signifier qu'il est celui pouvant laver

l'honneur bafoué de l'Amérique. Il est également convaincu que l'Iran s'était engagé dans une surenchère islamique en réponse à la « wahhabisation » de la péninsule arabique. Mais aujourd'hui, Mohammed Ben Salmane (dirigeant de l'Arabie saoudite) et Mohammed ben Zayed (dirigeant des Émirats) ne font plus de l'islam la source principale de leur légitimité : en témoigne le fait que le petit pèlerinage a été fermé et qu'il n'est pas exclu que le grand pèlerinage du mois d'août n'ait pas lieu. À l'inverse, le coronavirus a frappé l'Iran beaucoup plus durement que les autres pays de la région parce que Khamenei (guide suprême du pays) ne peut se permettre d'interrompre le pèlerinage à Qoms, car sa légitimité en dépend. Cette moindre importance de la légitimation religieuse dans les pays arabes mine le système iranien. »

En Algérie, le coronavirus a stoppé la protestation du hirak. Peut-il reprendre ?

« Rien n'a été réglé des questions que posait le hirak, et le mouvement me paraît assez fort pour que sa dynamique continue. Le président élu, M. Tebboune, doit encore affirmer sa légitimité, et la preuve de ses difficultés à y parvenir est qu'il a attaqué la France, voulant faire du 8 mai, jour du massacre de Sétif, la journée des « crimes imprescriptibles » et de « l'épuration ethnique » de la France en Algérie... L'Algérie est aujourd'hui en très mauvaise position en raison de sa très grande dépendance au pétrole et à la Chine. »

Propos recueillis par Francis BROCHET

IRAN Justice

La franco-iranienne Fariba Adelhah condamnée

Fariba Adelhah, cette spécialiste du chiisme âgée de 61 ans, qui possède les nationalités française et iranienne, a été condamnée samedi à Téhéran de cinq ans de prison ferme pour « collusion en vue d'attenter à la sûreté nationale ». Elle est aussi condamnée à un an pour « propagande contre le système » politique de la République islamique, mais elle doit purger seulement la peine la plus longue, a indiqué son avocat. La France, par la voix du chef de la diplomatie Jean-Yves Le Drian, a condamné « avec la plus

grande fermeté » ce verdict, exhortant Téhéran à libérer « immédiatement » Fariba Adelhah. « Cette condamnation n'est fondée sur aucun élément sérieux ou fait établi », a affirmé Jean-Yves Le Drian dans un communiqué.

« Billard à trois bandes »

Arrêtée en juin 2019, la chercheuse a toujours clamé son innocence. Son collègue et compagnon, Roland Marchal, avait été arrêté avec elle alors qu'il venait lui rendre visite à Téhéran, mais il

a fini par être relâché fin mars. Selon l'avocat de Fariba Adelhah, l'accusation de « propagande contre le système politique » se réfère à des propos de la chercheuse sur le port du voile en Iran mais d'après lui, il s'agit de remarques d'une universitaire plus que d'un jugement de valeur. Selon son comité de soutien à Paris, l'anthropologue est prise dans un « billard à trois bandes », tout en soulignant qu'elle demeurerait « extrêmement combative, lucide et déterminée ».



Fariba Adelhah est détenue en Iran depuis près d'un an.

Photo Thomas ARRIVE/AFP